

PAR COURRIEL

Québec, le 12 février 2024



N/Réf. : 2024-10086

OBJET: *Votre demande en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1)*

Monsieur,

Par la présente, nous faisons suite à votre demande d'accès reçue le 11 janvier 2024 visant à obtenir une copie des documents suivants, en les indiquant par palais de justice, ainsi que pour les 10 dernières années:

1. Le nombre de constables spéciaux;
2. Le nombre d'embauches de constables spéciaux;
3. Le nombre de départs de constables spéciaux, ventilé par type de départ (retraites, démissions, transfert, etc.);
4. Le nombre de postes vacants de constables spéciaux;
5. Le nombre d'heures supplémentaires des constables spéciaux;
6. Le nombre d'arrêts de travail des constables spéciaux;
7. Le nombre d'agents de sécurité;
8. Si le palais de justice est muni d'un détecteur de métal/arche de sécurité aux entrées, veuillez nous indiquer la date d'installation des équipements;
9. Le nombre d'interventions des constables spéciaux et le type d'infraction, par code d'intervention;
10. Le nombre d'armes/objets/drogues saisi ventilé par catégorie.

Note d'information pour les points 1 à 3 et 5 à 7: pour des raisons de nature sécuritaire (article 29 de la Loi sur l'accès), nous vous transmettons avec la présente réponse seulement les totaux pour l'ensemble des palais de justice et par année financière. En effet, la communication des renseignements demandés par palais de justice pourrait réduire l'efficacité d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

...2

Concernant le point 1, vous trouverez ci-dessous le nombre total des constables spéciaux affectés aux palais de justice du Québec pour les dix dernières années financières :

2013-2014 : 329
2014-2015 : 302
2015-2016 : 284
2016-2017 : 310
2017-2018 : 336
2018-2019 : 368
2019-2020 : 366
2020-2021 : 359
2021-2022 : 360
2022-2023 : 341
2023-2024 : 328 (au 31 décembre 2023)

Concernant le point 2, vous trouverez ci-dessous le nombre d'embauches des constables spéciaux affectés aux palais de justice du Québec pour les dix dernières années financières :

2013-2014 : 64
2014-2015 : 21
2015-2016 : 17
2016-2017 : 75
2017-2018 : 91
2018-2019 : 82
2019-2020 : 40
2020-2021 : 29
2021-2022 : 41
2022-2023 : 33
2023-2024 : 28 (au 31 décembre 2023)

Concernant le point 3, vous trouverez ci-dessous le nombre de départs des constables spéciaux affectés aux palais de justice du Québec pour les dix dernières années financières :

2013-2014 : 51
2014-2015 : 61
2015-2016 : 47
2016-2017 : 57
2017-2018 : 59
2018-2019 : 50
2019-2020 : 42
2020-2021 : 24
2021-2022 : 31
2022-2023 : 46
2023-2024 : 42 (au 31 décembre 2023)

Concernant le point 4, en application de l'article 29 de la Loi sur l'accès, nous vous refusons l'accès aux renseignements demandés. En effet, la communication des renseignements visés par ce point de la demande pourrait diminuer l'efficacité du dispositif de sécurité dans les palais de justice.

Concernant le point 5, en application de l'article 15 de la Loi sur l'accès, nous ne pouvons pas donner suite à cette portion de la demande. En effet, les renseignements demandés ne sont pas compilés par le ministère de la Sécurité publique.

Concernant le point 6, vous trouverez ci-dessous le nombre total des constables spéciaux affectés aux palais de justice du Québec en situation d'arrêt de travail depuis le 1^{er} janvier 2018 :

2017-2018 : 16
2018-2019 : 61
2019-2020 : 57
2020-2021 : 45
2021-2022 : 67
2022-2023 : 64
2023-2024 : 53 (au 31 décembre 2023)

En application de l'article 1 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que nous n'avons pas repéré des statistiques pour la période de 2013-2014 au 31 décembre 2017.

Concernant le point 7, vous trouverez ci-dessous le nombre des agents de sécurité affectés aux palais de justice du Québec pour les dix dernières années financières :

2013-2014 : 24
2014-2015 : 23
2015-2016 : 22
2016-2017 : 20
2017-2018 : 19
2018-2019 : 18
2019-2020 : 20
2020-2021 : 21
2021-2022 : 19
2022-2023 : 25
2023-2024 : 35 (au 31 décembre 2023)

Concernant le point 8, en application de l'article 1 de la Loi sur l'accès, le MSP n'a repéré aucun document visé par votre demande. Sans présumer de sa réponse, nous vous invitons à formuler votre demande auprès de la responsable de l'accès aux documents du ministère de la Justice du Québec, aux coordonnées suivantes :

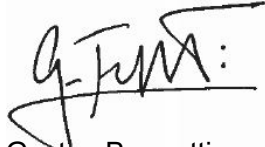
Me Marie-Claude Daraiche
Responsable de l'accès à l'information et de la
protection des renseignements personnels
1200, route de l'Église, 9e étage
Québec (Québec) G1V 4M1
Tél. : 418 643-4090
Télééc. : 418 643-3877
demande_acces@justice.gouv.qc.ca

Concernant les points 9 et 10, vous trouverez ci-joint deux tableaux contenant les renseignements demandés. Notez que, pour le tableau qui répond au point 10, le MSP a repéré seulement des statistiques depuis 2014. Donc, en application de l'article 1 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que nous ne pouvons pas donner suite à cette portion de la demande pour l'année 2013.

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents, nous vous informons que vous avez trente (30) jours à compter de ce jour pour exercer un recours en révision de cette décision. Vous trouverez, ci-joint, un avis vous informant de ce recours.

Veillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le responsable de l'accès aux documents,



Gaston Brumatti

p. j. Articles de loi et avis de recours en révision

chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

CHAPITRE I

APPLICATION ET INTERPRÉTATION

1. La présente loi s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions, que leur conservation soit assurée par l'organisme public ou par un tiers.

Elle s'applique quelle que soit la forme de ces documents: écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre.

1982, c. 30, a. 1.

15. Le droit d'accès ne porte que sur les documents dont la communication ne requiert ni calcul, ni comparaison de renseignements.

1982, c. 30, a. 15.

29. Un organisme public doit refuser de confirmer l'existence ou de donner communication d'un renseignement portant sur une méthode ou une arme susceptible d'être utilisée pour commettre un crime ou une infraction à une loi.

Il doit aussi refuser de confirmer l'existence ou de donner communication d'un renseignement dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

1982, c. 30, a. 29; 2006, c. 22, a. 16.

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

Avis de recours à la suite d'une décision rendue par le ministère de la Sécurité publique en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir : l'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4
Téléphone : 514 873-4196
Télécopieur : 514 844-6170

b) Motifs : les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais : les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

Year	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Victorville	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
V In-Marie	2	1	1	1	2	1	1	1	1	1	0
Totals	522	525	483	612	635	553	413	780	945	907	957

Tableau des objets saisis par palais de justice et par catégorie (2014-2023) *			
	Armes	Drogues	Autres objets
Alma			
2014			
2015		1	2
2016			
2017		1	
2018		1	1
2019			
2020			2
2021		1	
2022			
2023			
Amos			
2014			
2015			2
2016			
2017			
2018			1
2019			
2020			
2021		1	
2022			
2023			
Amqui			
2014			
2015			
2016			
2017			
2018			
2019			1
2020			
2021			1
2022			
2023			
Baie-Comeau			

2014		1	
2015			
2016			
2017			
2018			
2019			
2020		1	
2021			
2022		1	
2023			1
Chambre de la jeunesse de Montréal			
2014	2	34	3
2015	8	21	1
2016	8	11	4
2017	5	2	5
2018		4	1
2019	4	3	2
2020		5	
2021	3	1	
2022		3	2
2023	1	2	2
Chibougamau			
2014			
2015			
2016			
2017			
2018			
2019			
2020			
2021			
2022			1
2023			
Chicoutimi			
2014		1	6
2015		1	1
2016		1	
2017		3	1
2018		1	
2019		3	1
2020		1	3
2021		1	
2022		1	

	2023		1	2
Cour d'appel				
	2014			
	2015			
	2016			
	2017			
	2018			
	2019			
	2020			
	2021			1
	2022			
	2023			
Drummondville				
	2014		1	4
	2015			1
	2016			1
	2017			
	2018	1	1	1
	2019			
	2020			1
	2021			
	2022			
	2023			
Gatineau				
	2014		5	2
	2015		5	2
	2016			
	2017			1
	2018		4	5
	2019		2	12
	2020		3	8
	2021		9	5
	2022		6	2
	2023	1	11	9
Gouin				
	2014			
	2015			
	2016			
	2017			
	2018			
	2019			
	2020			

2021			
2022			1
2023			
Granby			
2014		1	
2015		1	2
2016		1	
2017			
2018			
2019			
2020			1
2021		1	
2022		1	
2023			
Joliette			
2014		4	
2015	1	1	2
2016		2	1
2017		1	1
2018			4
2019			2
2020		1	2
2021		1	1
2022	1		
2023			
La Malbaie			
2014			
2015			
2016			
2017			
2018			
2019			
2020			
2021			
2022			
2023		1	
Laval			
2014		1	
2015			
2016			
2017	1	1	
2018		1	1

2019			2
2020	2		6
2021			3
2022			
2023		1	1
Longueuil			
2014		2	2
2015		1	
2016		1	2
2017	1		3
2018	1	1	1
2019			4
2020			1
2021		1	2
2022		2	2
2023		1	
Maniwaki			
2014			
2015		1	
2016			
2017			
2018			1
2019			
2020			
2021			
2022			
2023		2	1
Matane			
2014			
2015			1
2016			
2017		3	
2018			
2019			1
2020			
2021		2	
2022			
2023			
Mont-Joli			
2014			
2015			
2016			

2017			
2018			
2019			1
2020			
2021			
2022			
2023			
Mont-Laurier			
2014			1
2015		1	
2016			1
2017			2
2018			2
2019			1
2020		1	1
2021		2	1
2022		4	
2023		1	3
Montmagny			
2014		2	
2015			
2016			
2017			
2018			3
2019			2
2020			2
2021			
2022			
2023			
Montréal			
2014	12	97	24
2015	13	65	23
2016	86	222	21
2017	102	185	28
2018	22	112	19
2019	31	34	21
2020	9	6	4
2021	40	13	18
2022	29	20	15
2023	28	19	22
New Carlisle			
2014			

2015			1
2016	1		
2017			
2018		1	
2019			
2020			
2021			
2022			
2023			
Québec			
2014		21	5
2015	1	12	4
2016	1	12	9
2017	1	11	7
2018	1	7	13
2019	1	4	13
2020		3	15
2021	1	8	2
2022		7	2
2023	2	11	5
Rimouski			
2014			
2015			
2016			
2017			
2018			
2019			2
2020			
2021			
2022			
2023			
Rivière-du-Loup			
2014			
2015			
2016			1
2017		1	3
2018			3
2019		5	3
2020			
2021		1	2
2022		2	1
2023			

Roberval			
2014			1
2015		1	1
2016		1	1
2017		2	3
2018		1	
2019		1	
2020			
2021			
2022			
2023			
Rouyn-Noranda			
2014			
2015			
2016			
2017			
2018		1	
2019		1	1
2020			
2021			
2022			
2023			
Saint-Hyacinthe			
2014	1		
2015		1	2
2016			
2017			
2018		1	1
2019			
2020			
2021			
2022		1	1
2023			
Saint-Jean-sur-Richelieu			
2014			
2015		1	
2016			
2017			
2018			
2019			2
2020			
2021			1

2022			
2023			
Saint-Jérôme			
2014		2	2
2015		6	
2016	1	3	6
2017		7	5
2018	1	1	3
2019			1
2020		2	7
2021	1	2	4
2022		1	3
2023		1	
Saint-Joseph-de-Beauce			
2014			
2015			2
2016			2
2017			
2018		2	1
2019		1	1
2020		1	1
2021		1	2
2022			
2023			1
Salaberry-de-Valleyfield			
2014		7	1
2015	1	7	
2016		6	5
2017		8	6
2018		4	3
2019	1		2
2020			3
2021	1	4	1
2022		2	4
2023		4	
Sept-Îles			
2014			1
2015			
2016			
2017			
2018			
2019			

2020			1
2021			
2022			
2023			
Shawinigan			
2014			
2015			
2016			
2017			
2018		1	
2019			
2020			
2021			
2022			
2023			
Sherbrooke			
2014		1	
2015		1	
2016	1		
2017		1	4
2018			1
2019		1	2
2020			1
2021		2	
2022			
2023			
Sorel-Tracy			
2014			
2015			1
2016			1
2017			
2018			
2019			
2020			1
2021			
2022			
2023			
Thetford Mines			
2014			
2015			1
2016		1	
2017			

2018		2	
2019			1
2020			
2021			
2022			
2023			
Trois-Rivières			
2014		3	2
2015		2	1
2016			3
2017		2	1
2018		1	4
2019		2	5
2020			
2021	1	2	
2022			
2023			
Val d'Or			
2014			
2015			
2016			
2017			1
2018			
2019			1
2020			1
2021			
2022			
2023		1	
Victoriaville			
2014			
2015			
2016			1
2017			
2018			
2019			
2020			2
2021			
2022			
2023	1		
Ville-Marie			
2014		1	
2015			

2016			
2017			
2018			
2019		1	1
2020			
2021			
2022			
2023			
Totaux / par année			
2014	15	184	54
2015	24	129	50
2016	98	261	59
2017	110	228	71
2018	26	147	69
2019	37	58	85
2020	11	24	63
2021	47	53	44
2022	30	51	34
2023	33	56	47

* Armes, drogues ou autre objet prohibé au sens du Code criminel.